



Ville de Mios
Hôtel de ville
Place du XI Novembre
33 380 MIOS

**ECOLE ELEMENTAIRE « LES ECUREUILS »
RESTRUCTURATION DU RESTAURANT
SCOLAIRE**

Rue de l'avenir
33 380 MIOS

**CCTP LOT 00. PRESCRIPTIONS COMMUNES A
TOUS LES CORPS D'ETATS**

A T E L I E R K R I E G E R A R C H I T E C T E S

36, rue du 14 Juillet
33 260 LA TESTE DE BUCH
05 57 15 15 25

LOT - PRESCRIPTIONS COMMUNES

SOMMAIRE

1. INDICATIONS GÉNÉRALES	
2. RENSEIGNEMENTS	
3. ÉTUDES D'EXÉCUTION	
4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE	
5. RÉGLEMENTATION ET RÈGLES DE L'ART	
5.1. TEXTES LÉGISLATIFS	
5.2. TEXTES RÉGLEMENTAIRES	
5.3. RÈGLES TECHNIQUES	
5.4. AUTRES DOCUMENTS	
6. ESSAIS ET CONTRÔLE TECHNIQUE DE L'OUVRAGE	
7. VÉRIFICATION DES COTES	
8. RÉSERVATIONS DES TROUS DES SCELLEMENTS ET RACCORDS DANS LES BÉTONS ET MAÇONNERIES ...	
9. IMPLANTATION ET NIVELLEMENT	
10. DÉCHARGEMENT - MONTAGE DES MATÉRIAUX	
11. PROTECTION DES OUVRAGES ET ASSURANCES CONTRE LE VOL	
12. NIVEAU D'ARASE DES SOLS / SANS OBJET	
13. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	
14. ÉCHANTILLONS	
15. SUPPORTS	
16. ESSAIS ACOUSTIQUES	
17. CONTRÔLEUR TECHNIQUE	
18 GARANTIES DECENNALES ET BIENNALES	
19 NETTOYAGE	
19.1 NETTOYAGE GENERAL DE CHANTIER	
19.2 NETTOYAGE DE LIVRAISON AVANT RECEPTION	
20 AMENAGEMENT ET ORGANISATION DE CHANTIER	
20.1 GENERALITES.....	
20.2 INSTALLATION DE CHANTIER	
20.3 INSTALLATIONS COLLECTIVES	
20.4 INSTALLATIONS DE SECURITE ET D'HYGIENE COLLECTIVE	
20.5 PANNEAU DE CHANTIER	
20.6 ALIMENTATION EN ELECTRICITE DU CHANTIER	
20.7 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER	
20.8 EVACUATIONS PROVISOIRES DU CHANTIER	
20.9 CLOTURE PROVISOIRE DU CHANTIER	
20.10 CLOISONS DE CHANTIER	
20.11 PROTECTION DE CHANTIER	
20.12 SIGNALISATION ET PROTECTION	
20.13 VOIRIE CHANTIER / SANS OBJET	
21 DOCUMENTS DE CHANTIER	
22 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	
23 PLANNING	
24 COMPTE PRORATA.....	

LOT 00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

1 INDICATIONS GÉNÉRALES

Tous les Entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance de l'ensemble du présent descriptif. Sauf spécifications contraires, tous les ouvrages y étant décrits, s'entendent en fourniture et pose. Ce document a pour but de faire connaître le programme général des travaux et le mode de bâtir. Il est expressément spécifié que ce descriptif n'a pas de caractère limitatif et que, par suite, il devra être prévu, par chaque corps d'état, tous les travaux indispensables pour assurer le parfait achèvement des ouvrages faisant l'objet du projet, et ce, conformément aux règles de l'art.

2 RENSEIGNEMENTS

Toutes les entreprises pourront prendre, auprès du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre ou du Bureau de Contrôle, tous les renseignements qui leur seraient nécessaires :

- pour l'établissement de leur offre.
- pour assurer une parfaite exécution des travaux.

3 ÉTUDES D'EXÉCUTION

Les Etudes d'Exécution des ouvrages sont à la charge des entreprises. Ceci concerne les ouvrages pour lesquels des plans d'exécution détaillés sont indispensables, à savoir :

- Gros œuvre
- Menuiseries extérieures
- Menuiseries intérieures
- Plomberie sanitaires ventilation
- Electricité

Les notes de calculs et plans seront établis par un bureau d'études spécialisé à la charge des entreprises.

Les plans, notes de calcul, détails d'exécution seront présentés au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle dans les délais contractuels et à défaut 30 jours avant commande, début de fabrication ou d'exécution des ouvrages concernés par le lot.

4 PRÉSENTATION DE L'OFFRE

L'entreprise devra faire apparaître un montant séparé pour la solution de base et les options ; **les variantes libres ne sont pas autorisées.**

Les entreprises sont tenues d'établir son offre de prix après avoir visité les lieux et pris connaissance de l'ensemble des informations consignées dans le DCE. Elles pourront également prendre directement contact avec l'architecte, si nécessaire.

La visite sur site est fortement recommandé et l'attestation de visite sera remise avec l'offre.

Le devis doit se conformer à la numérotation donnée dans le CCTP.

Tout poste de description absent, ou toute décomposition de poste de description, jugés nécessaires par l'entreprise, devra être rajouté en fin de devis dans une rubrique Complément de décomposition. Ces rajouts seront soigneusement examinés et pris en compte lors de l'analyse comparative des prix, dans le cadre de la mise en concurrence, afin d'éviter toute pénalisation des entreprises qui les auront proposés.

Les entreprises signaleront en outre toutes anomalies dans un délai suffisant avant la remise de prix, afin que la Maîtrise d'œuvre puisse apporter tous compléments d'information.

Les entreprises pourront proposer des solutions de substitution aux prescriptions du CCTP (produits du commerce, procédés standards, ...) en le précisant dans leur devis, dès lors qu'elles ne modifieraient pas de façon majeure l'esthétique du bâtiment.

5 RÉGLEMENTATION ET RÈGLES DE L'ART

Tous les travaux devront, tant en ce qui concerne la qualité des matériaux ou fournitures, leurs caractéristiques normalisées ou non, et leur mise en œuvre, que pour ce qui concerne la disposition de chacun des éléments du projet, répondre en tous points aux spécifications :

- du présent document et annexes,
- du Cahier des Clauses et Conditions Générales (C.C.C.G.),
- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction en vigueur à la remise des offres et rappelés ci-après :

5.1 TEXTES LÉGISLATIFS :

- les Lois,
- le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,
- le Code Civil,
- le Code du Travail.
- le Code des marchés publics.

5.2. TEXTES RÉGLEMENTAIRES :

- les Décrets,
- les Arrêtés Ministériels,
- les Arrêtés Interministériels,
- les Arrêtés Préfectoraux,
- les Arrêtés Municipaux,
- les Circulaires,
- le Règlement Sanitaire Départemental.

5.3. RÈGLES TECHNIQUES :

- Normes françaises AFNOR et U.T.E.,
- Documents techniques unifiés (D.T.U.), Cahier des Clauses Techniques et DTU règles de calcul,
- Les DTU non révisés retirés de la liste officielle pourront servir de référence,
- Les règles ou recommandations professionnelles,
- Les règles ou recommandations des fabricants acceptés par la Commission Technique des Polices individuelles de base en tenant compte des restrictions apportées à cette dernière,
- L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipement non traditionnels est subordonné à l'existence d'un avis technique favorable en vigueur délivré en application de l'arrêté du 02 décembre 1969
- et leur Cahiers des Charges de mise en œuvre (pour les matériaux non traditionnels),
- Les avis techniques en cours de validation (pour les matériaux non traditionnels).

5.4. AUTRES DOCUMENTS :

- Le rapport initial de contrôle technique
- la notice de sécurité
- le PGC SPS

L'entreprise devra s'assurer que leurs ouvrages sont bien conformes aux prescriptions de ces textes et, éventuellement, proposer au Maître d'œuvre, toutes suggestions permettant de s'y conformer.

Tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la Commission Technique de la Section Construction.

Le devis descriptif se bornant à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance d'indications ne saurait justifier l'inobservation des prescriptions des documents cités ci-dessus.

6 ESSAIS ET CONTRÔLE TECHNIQUE DE L'OUVRAGE

L'entreprise aura à sa charge les essais effectués sur les matériaux et fournitures. Ces essais seront réalisés par un laboratoire spécialisé, choisi en accord avec le Bureau de Contrôle.

- Essais sur béton armé,
- Essais sur briques creuses conformément à la norme NFP 13.301,
- Essais sur blocs de béton conformément aux normes NFP 14-301 : aggloméré bloc en béton de granulats courants pour mur et cloison et NFP 14-305 : agglomérés entrevous en béton de granulats courants et légers pour plancher à poutrelle préfabriquées
- Essais sur menuiseries extérieures conformément aux normes NFP 20.501 et NFP 20.302, NFP 24-301
- Toutes les analyses que pourraient exiger le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les essais seront portés sur les matériaux et fournitures décrits ci-dessus, ainsi que sur tous ceux qui seront demandés par le Bureau de Contrôle.

7 VÉRIFICATION DES COTES

Les Entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. Les Entrepreneurs devront s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues aux plans et au présent devis ; dans le cas de doute, ils en référeront immédiatement au Maître d'œuvre.

Les Entrepreneurs ne pourront, d'eux-mêmes, modifier quoi que ce soit au projet du Maître d'œuvre, mais ils devront signaler tout changement qu'ils croiraient utile d'y apporter.

Ils provoqueront tous renseignements complémentaires sur tout ce qui leur semblerait douteux ou incomplet, et ils devront compléter, si besoin est, dans les moindres détails, les plans remis avec le présent document.

Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

Les Entreprises assureront la mise au point et la fourniture des plans et dessins d'exécution.

Elles s'engagent à exécuter les travaux complets, tous les calfeutrements, liaisons entre ouvrages des différents corps d'état, étant réalisés sans hiatus.

8 RÉSERVATIONS DES TROUS, DES SCELLEMENTS ET RACCORDS DANS LES BÉTONS ET MAÇONNERIES

L'Entreprise du lot gros œuvre aura à sa charge la réservation des trous, trémies, etc... dans tous les bétons et maçonneries nécessaires aux besoins des autres corps d'état, ainsi que toutes les feuillures éventuelles.

De même, tous les trous nécessaires aux ventilations statiques ou mécaniques sont à la charge du Lot Gros Œuvre.

Les Entreprises des corps d'état secondaires devront remettre en temps voulu toutes les indications concernant les sujétions dues à leur propre travail, en particulier les réservations de trous, trémies,

passages de canalisations, emplacements de tuyaux de chutes, aménagement de niches, arases à réserver, de trous, raccords, etc...

La fourniture des fourreaux, taquets, etc... sera effectuée par les Entreprises intéressées, aux emplacements désignés en commun accord avec l'Entreprise du lot gros œuvre.

Il ne sera payé aucun supplément pour percements, raccords ou scellements de quelque nature que ce soit, que l'Entreprise du lot gros oeuvre serait tenue d'effectuer après coup pour son compte ou pour le compte d'Entreprises des autres lots, du fait qu'elles ne lui auraient pas remis en temps utile les indications nécessaires.

Le cas échéant, les frais occasionnés par les travaux précités exécutés après coup, seront facturés directement aux Entreprises responsables par l'Entreprise du lot gros œuvre.

Les rebouchages, calfeutrements et finitions des trémies des gaines techniques seront effectués par les corps d'état concernés.

Par contre, pour les rebouchages non dissimulés les autres Entreprises assureront leurs propres calfeutrements. L'Entreprise de Plâtrerie devra en assurer la finition.

9 - IMPLANTATION ET NIVELLEMENT

Le sol fini du rez-de-chaussée sera fixé dito bâtiment existant.

Le niveau fini du plancher bas du rez-de-chaussée servira de référence. L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE devra obligatoirement à ses frais faire dresser sur le terrain à plusieurs emplacements choisis par le Maître d'œuvre une cote d'altitude de repère N.G.F.

Des points seront placés à 1 mètre au dessus des sols finis à tous les niveaux du bâtiment. Ils seront utilisés pour les tracés des traits de niveau.

L'entrepreneur devra également l'implantation du bâtiment et la matérialisation par les piquets et chaises nécessaires à la détermination du contour des ouvrages.

Les repères de nivellement et d'implantation seront obligatoirement établis suivant les axes d'implantation mis en place par un géomètre, aux frais du lot Gros Œuvre.

Le géomètre établira un plan précis des ouvrages de repérage qui sera communiqué au Maître d'œuvre.

Le plan d'implantation devra être approuvé par le Maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'Entrepreneur de Gros-œuvre (voir prescriptions de ce lot).

Il sera reporté, autant de fois qu'il sera nécessaire, jusqu'à la fin du chantier, sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou à incorporer les frais au "compte prorata" de la valeur de ce travail.

Spécialement après exécution de la plâtrerie, le trait de niveau sera tracé à nouveau.

En outre, l'Entrepreneur de Gros-œuvre sera tenu de matérialiser de façon définitive des points de niveau répartis sur l'ensemble du chantier (bornes ou repères sur bâtiments).

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou voisinage des travaux à exécuter et dont l'entrepreneur a reçu du Maître d'œuvre toute information nécessaire sur leur nature et leur position, ainsi que suite à la demande de renseignement (DR) obligatoire, sera effectué dans les mêmes conditions que ci-dessus.

10 DÉCHARGEMENT - MONTAGE DES MATÉRIAUX

Chaque Entrepreneur fera son affaire personnelle de tout déchargement, manutention et montage de ses matériaux, matériels et ouvrages fabriqués en accord avec l'Entreprise de Gros-œuvre, sans que le Maître d'œuvre ait à intervenir.

11 PROTECTION DES OUVRAGES ET ASSURANCES CONTRE LE VOL

L'Entrepreneur du lot gros œuvre devra assurer la fermeture du chantier par barrières type HERAS ou équivalent pendant la durée totale du chantier (voir pgcsps), avec portail fermant à cadenas à clef sur la rue. Le positionnement des clôtures sera à adapter en fonction de la phase de chantier concernée (chantier en 3 phases) - voir plan de masse.

La fermeture et ouverture quotidienne sera assurée par le corps d'état présent ayant le plus grand volume de travail à exécuter. Chaque entreprise sera responsable de ses matériaux et matériels jusqu'à la réception quels que soient les préjudices.

12 NIVEAU D'ARASE DES SOLS / SANS OBJET

13 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

En fin de chantier, lors de la réception des travaux, chaque Entrepreneur est tenu, en ce qui le concerne de fournir au Maître d'œuvre, pour transmission au Maître d'ouvrage, les dossiers de récolement complets incluant notamment les plans des réseaux enterrés et plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés, et les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre. Les corps d'état techniques y joindront un dossier fournissant tous les renseignements techniques intéressant leurs diverses fournitures, et plus particulièrement les notices de fonctionnement, les notices d'entretien, les schémas d'installations, les numéros d'appel téléphonique pour dépannage pendant la période de garantie, les différents certificats de garantie, etc...suivant prescriptions du Cahier des Clauses Administratives Générales du Maître de l'Ouvrage.

Les documents faisant partie du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage seront également fournis au coordonnateur SPS à sa demande.

14 ÉCHANTILLONS

Les Entrepreneurs devront obligatoirement déposer chez le Maître d'œuvre ou chez le Maître de l'ouvrage, à leur demande, ou en tout autre lieu du chantier qui leur sera désigné, les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être utilisés pour l'exécution de leur marché et ceci dans les deux mois suivant la signature du marché.

15 SUPPORTS

Tous les ouvrages servant de supports aux revêtements tels que peinture, sols souples, carrelage, faïence, étanchéité, etc.. devront être réceptionnés.

Pour ce faire, les différentes Entreprises concernées devront, avant l'exécution de leurs prestations, réceptionner les supports avec les Entreprises les ayant réalisés et le Maître d'œuvre.

Les Entreprises devront prendre connaissance de l'intégralité du descriptif T.C.E., afin de déterminer avec les autres Entreprises la limite de fourniture et d'exécution de chacune d'elles, donc ainsi compléter intégralement leurs travaux respectifs et repousser toute omission possible.

Aucune plus value en cours de travaux ne pourra être prise en considération.

Chaque Entreprise devra réceptionner les différents travaux que doivent lui livrer les Entreprises concernées, en général tous les ouvrages devant lui servir de support, et elle devra signaler, par écrit, au Maître d'œuvre, avant tout commencement des travaux, les surfaces impropres à la parfaite tenue de ses ouvrages.

Faute de s'y conformer, les Entrepreneurs seront tenus responsables de la bonne tenue de ces ouvrages et ne pourront demander aucun supplément ou délai pour réaliser à leurs frais, la mise en conformité de leurs ouvrages.

16 ESSAIS ACOUSTIQUES

Un contrôle acoustique pourra être fait par le Bureau de Contrôle aux frais du Maître d'ouvrage.
Si les mesures faisaient apparaître des défauts, les frais de ces essais ainsi que ceux occasionnés par la reprise complète des ouvrages pour obtenir un isolement conforme aux normes en vigueur seraient imputés aux Entreprises responsables.

17 CONTRÔLEUR TECHNIQUE

L'Entrepreneur est tenu de soumettre au Contrôleur Technique, avant exécution, ses plans, études et calculs, et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

L'Entrepreneur est tenu de laisser à tout moment les représentants du Contrôleur Technique pénétrer sur le chantier et le visiter et leur permettre tout contrôle, prélèvement d'échantillons, examen de plans, etc..

18 GARANTIES DECENNALES ET BIENNALES

L'entrepreneur s'engage formellement à exécuter les travaux objets de son marché conformément à la réglementation en vigueur.

En application des articles 1792-6, 1792-3 et 2270 du Code Civil, reproduits respectivement aux Articles L. 111-18, L. 111-19 et L. 111-20 du code de la construction et de l'habitation, la date de réception des travaux marque le point de départ du délai d'un an de la garantie de parfait achèvement, du délai minimum de deux ans de la garantie de bon fonctionnement des éléments dissociables de l'ouvrage et du délai décennal de la responsabilité des constructeurs.

19 NETTOYAGE

Nettoyage spécifique prévu au lot plâtrerie :

Au démarrage de la prestation, il sera constaté, en présence des autres corps d'état, de l'absence de gravats et déchets divers. Le lot plâtrerie procédera à ses frais au balayage des sols pour tracé des cloisons.

En cours de plâtrerie, il sera procédé par le lot plâtrerie au nettoyage hebdomadaire des locaux et à l'évacuation des gravats.

Après travaux il sera procédé à un nettoyage général compris balayage des sols et à l'évacuation des gravats du lot plâtrerie. Les sols devront être débarrassés par le lot plâtrerie de toute trace d'enduit plâtre ou de map.

Nettoyage spécifique en raison de la nature du projet en site occupé :

Chaque entreprise veillera à l'état de propreté permanent et quotidien du chantier et assurera l'évacuation de ses propres déchets et gravats.

Le nettoyage sera réalisé quotidiennement.

Lors des travaux les plus salissants (démolitions notamment), chaque entreprise veillera également à l'état de propreté des locaux occupés mitoyen, et assurera si nécessaire un nettoyage. Les cloisons de chantier à la charge du lot gros œuvre devront permettre d'assurer une étanchéité maximale entre chantier et locaux occupés.

Dans le cas où le nettoyage du chantier ne serait pas réalisé par les entreprises, le Maître d'œuvre chargera l'entreprise du lot Gros-œuvre ou une entreprise spécialisée de le réaliser et ces frais seront soustraits des situations de travaux des entreprises responsables.

19.1 NETTOYAGE GENERAL DE CHANTIER

Voir P.G.C.S.P.S. Gestion à la charge du Gros-œuvre.

19.2 NETTOYAGE DE LIVRAISON AVANT RECEPTION

Le nettoyage du bâtiment avant réception sera sous-traité à une entreprise spécialisée par et aux frais de l'entrepreneur du lot Peinture. Les travaux de nettoyage porteront sur les éléments de menuiseries, vitrages, appareils sanitaires et revêtements de sols, faïences...

20 AMENAGEMENT ET ORGANISATION DE CHANTIER

20.1 GENERALITES

Avant toute amenée de matériel sur le chantier et en conformité avec le P.G.C.S.P.S., les entrepreneurs devront soumettre au Maître d'œuvre le plan des installations qu'ils envisagent de mettre en œuvre sur le terrain, pendant la durée des travaux. Ce document devra tenir compte des aires disponibles, des plantations existantes éventuellement à conserver et à protéger efficacement contre les heurts par engins de toutes natures.

20.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER :

Mise en place à la charge du lot gros œuvre de bungalows de chantier à usage de vestiaires, réfectoire et de salle de réunion. Le lot gros œuvre assurera le raccordement électrique des bungalow, les consommations étant imputées au compte prorata. VOIR PGCSPPS.

20.3 INSTALLATIONS COLLECTIVES

VOIR PGCSPPS.

20.4 INSTALLATIONS DE SECURITE ET D'HYGIENE COLLECTIVE

Le lot gros œuvre chiffrera la mise en place d'un sanitaire de chantier et son raccordement sur le réseau EU, pendant toute la durée du chantier. VOIR PGCSPPS.

20.5 PANNEAU DE CHANTIER

A un emplacement désigné par le Maître d'œuvre, il sera fourni et installé un panneau d'affichage réglementaire, dimension 2.00 x 1.50m suivant détail qui sera fourni par le Maître d'œuvre. Sur ce panneau seront portés notamment :

- la nature de l'opération,
- le numéro du permis de construire,
- le nom du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, BET, Coordonnateur SPS ainsi que le noms et adresses des entreprises participant à la réalisation du projet,
- la surface du terrain,
- la surface du plancher à rénover,
- Les logos des financeurs

Panneau proprement dit comportant une ossature avec poteaux et des lames horizontales de largeur suffisante et en nombre suffisant pour pouvoir porter les inscriptions réglementaires (la prestation comprendra la fourniture, la pose, la dépose et l'enlèvement en fin de chantier).

Panneau en PVC alvéolé avec adhésif imprimé couleur.

20.6 ALIMENTATION EN ELECTRICITE DU CHANTIER

Demande de branchement, mise en place du compteur ou sous compteur à la charge du lot Gros-œuvre, Réseau provisoire réalisé par le lot électricité

Voir P.G.C.S.P.S.

20.7 ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

Demande de branchement, mise en place du compteur ou sous compteur à la charge du lot Gros-œuvre, réalisation de l'installation à la charge du lot Gros-œuvre. Voir P.G.C.S.P.S.

20.8 EVACUATIONS PROVISOIRES DU CHANTIER

L'évacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment sera réalisée, si cela est nécessaire, et dès la mise hors d'eau, par l'entrepreneur du lot charpente couverture.

20.9 CLOTURE PROVISOIRE DU CHANTIER

L'Entrepreneur du lot gros œuvre devra assurer la fermeture du chantier par barrières type HERAS ou équivalent pendant la durée totale du chantier (voir pgcsp), avec portail fermant à cadenas à clef sur la rue. [Le positionnement des clôtures sera à adapter en fonction de la phase de chantier concernée \(chantier en 3 phases\) - voir plan de masse.](#)

Modification du balisage se secours (BAES) à la charge du lot électricité.

20.10 CLOISONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur du lot gros œuvre devra assurer la mise en œuvre de cloisons de chantier en plaques de plâtre sur ossature mises en œuvre entre sol et dessous plafond démontable, avec jonction soignée avec le faux plafond pour assurer une étanchéité maximale (poussières).

[Les cloisons de chantier ne devront pas endommager le carrelage existant conservé.](#)

La cloison de chantier au droit des futurs sanitaires sera réalisée de manière définitive par le lot plâtrerie et le lot menuiseries intérieures (prestation du marché suivant CCTP). Au droit des châssis vitrés entre sanitaires et restaurant (remplacés en phase 3 par des cloisons 98/48), mise en œuvre de films d'opacification provisoires à la charge du lot gros œuvre, coté sanitaires.

20.11 PROTECTIONS DE CHANTIER

Pose de protection en panneaux bois sur polyane, sur carrelages existants conservés après balayage des sols. A la charge du lot gros œuvre.

20.12 SIGNALISATION ET PROTECTION : suivant réglementation

20.13 VOIRIE - CHANTIER / SANS OBJET

21 DOCUMENTS DE CHANTIER

Sans objet

22 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le présent chantier est soumis à PGC en matière de S.P.S.

Les entreprises devront tenir compte dans leur offre des prescriptions prévues dans le Plan Général de Coordination de Sécurité.

Les entreprises sont tenues de laisser à tout moment le coordonnateur sécurité pénétrer sur le chantier, le visiter et lui permettre tout contrôle.

Elles devront scrupuleusement respecter les instructions contenues dans le PGCSPPS et les observations qui pourraient être faites et notées dans le Registre Journal.

Les travaux ont lieu dans le site de l'école élémentaire qui restera en fonctionnement pendant la durée du chantier. Toutes les mesures seront prises pour maintenir les mesures d'isolement entre le chantier et l'école suivant les directives du SPS, du bureau de contrôle et du maître d'ouvrage.

23 - PLANNING

Les études et chantier de la présente opération se dérouleront en 3 phases sur **29** semaines comprenant **1** semaine de période de préparation, **21** semaines de travaux, **7** semaines d'arrêt de chantier entre phases 2 et 3.

24 - COMPTE PRORATA

Seront compté au compte prorata :

- . les frais d'appel téléphoniques
- . les frais de chauffage et d'éclairage des installations de chantier pendant toute la durée du chantier jusqu'à la réception.

Ne seront pas imputés au compte prorata les vols, casses et autres détériorations qui devront être prises en charge individuellement par chaque entreprise, à défaut de responsable connu.

En complément des prescriptions des cahiers des charges, les dépenses et frais occasionnés par les travaux, ouvrages et prestations visés ci-après seront imputés au compte prorata .

Le compte prorata sera géré par le lot gros œuvre et deux entreprises de second œuvre désignées en accord avec les autres.

Le nettoyage et l'évacuation des gravats seront assurés par chaque entreprise et seront hors compte prorata.

25 - ETANCHEITE A L'AIR / SANS OBJET